

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 27 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Société GRANULATS VICAT
4, rue Aristide Bergès
Les 3 vallons - BP 33
38081 L'ISLE D'ABBEAU CEDEX

Références : 20231212-RAP-InspAR2023-SurvEau-GranulatsVicat_LaChavanne-Complet
Code AIOT : 0010700284

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 12/12/2023, sur le site de la carrière GRANULATS VICAT implanté au lieu-dit "La Peyrouse" sur la commune de LA CHAVANNE (73800). L'inspection a été annoncée le 09/11/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est intervenue dans le cadre de l'action régionale 2023 "Impact des carrières sur la ressource en eau" visant à contrôler le respect, par l'exploitant, des dispositions réglementaires relatives au suivi quantitatif et qualitatif des eaux souterraines et ce afin de surveiller l'impact des activités de la carrière sur les eaux souterraines à l'aval du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS VICAT SAS
- Lieu-dit "La Peyrouse" 73800 LA CHAVANNE
- Code AIOT : 0010700284
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Par arrêté préfectoral du 24/07/2001, l'entreprise Georges BEROUD a été autorisée à exploiter sur ce site, pour une durée de 15 ans, une carrière alluvionnaire en eau (sables et graviers) .

Par arrêté préfectoral complémentaire du 08/11/2012, la société GRANULATS VICAT a été autorisée à se substituer à l'entreprise précitée pour l'exploitation des activités du site.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 20/12/2016, la société Granulats Vicat SAS a été autorisée à modifier la remise en état initialement prescrite par remblayage total du plan d'eau et à prolonger l'exploitation de la carrière pour une durée de 3 ans.

Enfin, par arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2020, la société Granulats Vicat a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière pour une durée additionnelle de 5 ans. Durant cette période, seules les activités liées au réaménagement du site et notamment le remblayage par des déchets inertes sont autorisés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi quantitatif et qualitatif des eaux souterraines au droit du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- **« Avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- **« Susceptible de suites administratives »** : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- **« Sans suite administrative »**.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.2	Sans objet
2	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3	Sans objet
3	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/07/2001, article 10.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que l'exploitant a bien intégré les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 20/07/2001 visant à contrôler l'absence d'impact des activités de la carrière à l'aval hydraulique du site par la mise en œuvre de mesures de surveillance de la qualité des eaux souterraines.

Le suivi 2022 réalisé par l'exploitant n'appelle pas de demande d'action corrective.

L'exploitant doit cependant prendre en compte les observations mineures formulées dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer que les installations « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux. L'exploitant doit procéder, si l'étude d'impact en montre la nécessité, au traitement et au recyclage des eaux de ruissellement des installations de stockage des déchets et des terres non polluées.
Constats : Les activités d'extraction de matériaux du plan d'eau sont à ce jour finalisées. L'arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2020 a autorisé la poursuite de l'exploitation de la carrière, pour une durée de 5 ans, pour les seules activités liées au réaménagement du site. De fait, il n'y a plus de production de déchets inertes d'extraction en lien avec les activités de la carrière et par conséquent aucun stockage de cette nature sur l'emprise du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux rejetées
Prescription contrôlée : I. - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : - le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; - la température est inférieure à 30 °C ; - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ; - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;

<p>- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114). Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Ces valeurs doivent être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur, les orientations du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et la vocation piscicole du milieu. Elles sont, le cas échéant, rendues plus contraignantes. L'arrêté d'autorisation peut, selon la nature des terrains exploités, imposer des valeurs limites sur d'autres paramètres. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p> <p>II. - Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.</p> <p>III. - L'arrêté d'autorisation précise le milieu dans lequel le rejet est autorisé ainsi que les conditions de rejet. Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau, il précise le nom du cours d'eau, ainsi que le point kilométrique du rejet. Il fixe la fréquence des mesures du débit et des paramètres à analyser.</p>
<p>Constats : Aucun rejet d'eaux résiduelles n'est autorisé dans le milieu naturel.</p> <p>A ce jour, les eaux pluviales sont traitées sur site par infiltration au droit des zones non revêtues. Il n'existe donc à ce jour aucun rejet d'eaux canalisées dans le milieu naturel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Pollution des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2001, article 10.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi piézométrique</p>
<p>Prescription contrôlée : Avant le début des travaux, un réseau piézométrique sera mis en place. Il comprendra 3 piézomètres en bordure de la limite Nord-Est de la parcelle 44, 2 piézomètres dans la partie médiane du projet (le premier en bordure Nord/Nord-Est vers l'isère, le deuxième en bordure sud vers la plaine), 1 piézomètre à la terminaison Sud-Ouest de la parcelle. Sur ces piézomètres, de diamètre suffisant pour faire des prélèvements d'eau, et dont la tête sera nivelée par rapport au NGF, seront effectués tous les 2 mois, une mesure de l'altitude du toit de la nappe, annuellement, au mois de mai ou juin, des analyses physico-chimiques sur les eaux, après pompage, portant sur la conductivité, la turbidité, le pH, la DBO5, la DCO, les MES, les hydrocarbures totaux, NO3, Fe, Mn. Les résultats des analyses seront transmis à l'inspecteur des installations classées. Un état initial de la qualité des eaux de la nappe (analyses bactériologiques et physico-chimiques) et une mesure de l'altitude du toit de la nappe seront effectués avant tous travaux sur le site.</p>
<p>Constats : Les éléments présentés par l'exploitant lors de la revue documentaire conduite en début d'inspection montrent que l'exploitant a mis en place les mesures organisationnelles lui permettant d'assurer une surveillance de l'impact de son activité sur les eaux souterraines selon les fréquences prescrites. Depuis 2020, le suivi hydrogéologique du site a été confié au bureau d'étude Améten. Afin d'assurer ce suivi, l'exploitant a fait procéder à l'implantation d'un ensemble d'ouvrage</p>

piézométrique. Le réseau de surveillance du site est aujourd'hui composé par :

- 3 piézomètres en bordure de la limite Nord-Est de la parcelle 44 (PZ1, « Puit Installation » et « Puit Arrosage » **à l'amont hydraulique** (hors pompage) ;
- 2 piézomètres dans la partie médiane du projet à l'aval latéral (PZ4 **à l'amont hydraulique** vers l'Isère et PZ2 en bordure Sud à l'**aval/aval latéral hydraulique** ;
- 1 piézomètre à la terminaison Sud-Ouest de la parcelle (PZ3 **à l'aval hydraulique**) ;

Le nivellement de la tête des piézomètres/ouvrages implantés sur le site a bien été réalisé par rapport au NGF. A noter que les informations (« Z sol » et « Z tête ») relatives aux ouvrages « Puit Installation » et « Puit arrosage » ont été mises à jour par l'exploitant dans le prolongement de la précédente visite d'inspection de 2022 (plan 2023 présenté en séance).

A noter cependant que le dernier plan d'exploitation transmis au service d'inspection (Plan de stockage des matériaux inertes" à jour du 30/10/2023) ne fait pas apparaître les ouvrages de suivi piézométrique contrairement au plan transmis en 2021.

Afin de justifier de la réalisation du suivi piézométrique prescrit par l'arrêté de juillet 2001, l'exploitant a présenté les résultats de la campagne de suivi annuelle 2022 (réalisée le 01/06/2022) au travers d'un rapport Améten du 13/02/2023.

L'exploitant a précisé que la campagne de suivi 2023 a été conduite le 31/05/2023. Cependant, l'exploitant ne disposait pas du rapport final du bureau d'étude au jour de l'inspection.

L'examen du rapport de suivi 2022 n'appelle pas d'observation de la part du service d'inspection ICPE et montre :

- Une mesure de l'altitude du toit de la nappe à fréquence bimensuelle (entre le 08/02/2022 et le 13/12/2022). A noter que l'exploitant a fait ajouter le plan d'eau de la carrière comme point de suivi altimétrique conformément à l'engagement pris dans son courrier du 03/06/2020 ;
- Un écoulement de la nappe de l'Est / Nord-Est vers l'Ouest / Sud-Ouest avec un gradient moyen de l'ordre de 0,26 % et un battement de nappe saisonnier plus faible sur l'année 2022 (entre 0,26 et 0,84 mètres) ;
- Des niveaux d'eau cohérents à l'échelle du suivi avec des hautes eaux en juin et des basses eaux en septembre ;
- Le respect du programme analytique prescrit ;
- La conservation des référentiels de contrôle utilisés par le précédent bureau d'étude, CPGF-HORIZON, (afin de faciliter l'interprétation des résultats dans le temps), à savoir l'arrêté ministériel du 11/01/2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine (modifié par l'arrêté ministériel du 04/08/17) ainsi que le Système d'évaluation de la qualité des eaux souterraines (SEQ-Eau souterraine) ;
- Le respect des valeurs limites et seuils de qualité de l'arrêté du 11/01/2007 susvisé à l'exception des teneurs en Fer et en Manganèse (en lien avec des phénomènes naturels de réduction des matières organiques mais sans lien avec l'activité du site car notamment présentes en amont hydraulique) ;
- La détection de teneurs en DCO sur « Puit Installation » et PZ3 à des valeurs proches de la limite de quantification et sans lien apparent avec l'activité de la carrière.

En conclusion, les résultats d'analyses des campagnes annuelles de mesures ont montré que l'activité du site de La Chavanne n'impacte pas à ce jour la qualité des eaux souterraines à l'aval du site.

A noter par ailleurs que l'exploitant n'a pas procédé à la transmission, auprès du service d'inspection ICPE, d'une copie des rapports relatifs aux résultats des campagnes annuelles de suivis qualitatif et quantitatif des eaux souterraines au titre des années 2022 et 2023 .

Observations :

Il est demandé à l'exploitant de :

- Transmettre le rapport de synthèse relatif à la campagne de surveillance des eaux souterraines

2023 et de manière générale, de s'assurer de la transmission systématique, auprès du service d'inspection ICPE, d'une copie des rapports relatifs aux résultats des campagnes annuelles de suivis qualitatif et quantitatif des eaux souterraines (également non réalisé pour 2022) ;

– Transmettre annuellement un plan d'exploitation/Etat des lieux faisant apparaître le positionnement des ouvrages de suivi piézométrique du site.

Type de suites proposées : Sans suite